

Notes pour une allocution  
de M. André Boisclair  
Chef du Parti Québécois

Conférence devant la Chambre de commerce de Montréal

Le mercredi 21 mars 2007

*Merci Madame la Présidente de la Chambre de commerce (Isabelle Hudon),  
Monsieur le Maire de Montréal (Gérald Tremblay),  
Monsieur Bernard Landry,  
Messieurs les recteurs, Madame la rectrice,  
Chers invités de la Table d'honneur,  
Membres du corps diplomatique,  
Candidates et candidats du Parti Québécois,  
Mesdames et Messieurs,*

Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour vous parler d'un sujet qui nous préoccupe tous : l'avenir de Montréal.

Avant, j'aimerais toutefois revenir sur ce qui s'est passé hier, à cette même tribune. Hier, Jean Charest vous a annoncé qu'il voulait utiliser les sommes versées par Ottawa dans le cadre du déséquilibre fiscal pour baisser les impôts.

En promettant de mettre l'argent du déséquilibre fiscal sur des baisses d'impôts, plutôt que pour combler les déficits de nos universités et de nos hôpitaux, Jean Charest a encore une fois démontré qu'il était irresponsable et ne méritait pas la confiance des Québécois.

Mais il a fait pire encore. Il a torpillé presque 10 ans d'efforts de la part des gouvernements du Québec et des autres provinces pour convaincre le gouvernement du Canada que les provinces avaient besoin de plus d'argent pour rencontrer leurs responsabilités à l'égard de la population.

Hier, Jean Charest a envoyé le message que le Québec n'avait pas besoin de cet argent. Il a dit que nos écoles, nos hôpitaux, nos villes et nos routes n'avaient pas besoin cet argent.

Pour nous, cet argent ne peut servir qu'à une chose et c'est combler le déficit de nos universités et de nos hôpitaux et combler le trou de un milliard de dollars identifié pour 2008-2009 par le ministre des Finances.

C'est la seule avenue possible pour un gouvernement responsable. Un gouvernement responsable se doit également de suivre des règles comptables qui sont acceptables aux yeux du Vérificateur général.

Or, ce n'est pas le cas présentement. En excluant les universités et les hôpitaux de son périmètre comptable, le gouvernement n'offre qu'une vision partielle de sa situation financière.

C'est ainsi que, comme l'a affirmé le Vérificateur général l'an dernier : « Le solde budgétaire établi aux fins de la Loi sur l'équilibre budgétaire (...) doit s'appuyer sur des états financiers annuels dressés selon des convenances comptables adéquates et une comptabilité rigoureuse; or, tel n'est pas le cas. Une comptabilité plus rigoureuse démontrerait que le solde budgétaire est déficitaire (...) [il] affiche un déficit d'au moins 5,3 milliards \$. »

En tant que gouvernement responsable, un gouvernement du Parti Québécois mettrait fin à cette pratique et adopterait les règles prescrites par le Vérificateur général. Nous allons intégrer les déficits des hôpitaux et universités dans le périmètre comptable. Nous allons avoir un vrai déficit zéro.

\*\*\*\*

Mais, aujourd'hui, je suis ici d'abord et avant tout pour vous parler de l'avenir de Montréal. Son avenir comme municipalité capable de répondre aux besoins et aux attentes de ses citoyens. Mais aussi son avenir comme métropole internationale et capitale économique du Québec.

C'est donc, à bien des égards, de toute la région métropolitaine dont il sera question aujourd'hui, de la Cité du Multimédia dans le Vieux-Montréal, autant que de la Cité des biotech de Laval; des installations de Pratt & Whitney à Longueuil, autant que de celles de Bombardier à Ville Saint-Laurent.

En fait, c'est du Québec tout entier dont il sera question, car il ne fait aucun doute, pour le Parti Québécois, qu'une métropole forte, c'est bon pour les régions, tout comme des régions en santé, c'est bon pour Montréal.

Quand on ajoute des trains dans le métro de Montréal ce n'est pas seulement les Montréalais qui se réjouissent mais aussi les gens de La Pocatière.

### **L'importance des villes**

On a beaucoup entendu parler, depuis quelques années, de l'importance des villes pour assurer la compétitivité des nations. Quand on y pense, ce sont les villes, bien plus que les pays, qui attirent les entreprises et les travailleurs spécialisés. Ce sont les bassins de main-d'œuvre bien formée, les faibles coûts d'implantation et les infrastructures de qualité qui attirent les entreprises. Et quant aux travailleurs, à emploi égal, ils choisiront un milieu de vie où on se déplace facilement, où l'activité culturelle est riche et diversifiée, où le coût de la vie est abordable et où l'environnement naturel est attirant.

Ce sont les villes qui attirent les individus de talent, qu'ils soient chercheurs, artistes ou entrepreneurs, bien plus que les pays. En d'autres mots, il faut des villes fortes pour que le Québec prospère.

C'est faire fausse route que d'opposer Montréal au reste du Québec, quand la véritable compétition, c'est celle que nous livrent des villes comme Boston, Seattle ou Toronto. La vraie question est de savoir comment nous allons faire de Montréal un milieu de vie toujours plus attrayant et une place d'affaires toujours plus accueillante.

C'est de ça dont je souhaite vous parler aujourd'hui.

### **L'évolution de Montréal**

On m'a déjà accusé d'être trop Montréalais. Je ne sais pas exactement ce qu'on voulait dire par là, mais je ne l'ai certainement pas pris comme une insulte. Au contraire, je suis fier d'être Montréalais. J'ai grandi ici et je partage ma vie entre Québec et Montréal depuis maintenant presque 18 ans. J'ai aussi eu l'immense plaisir de représenter deux circonscriptions montréalaises, celles de Gouin et de Pointe-aux-Trembles. Ça m'a permis de voir Montréal sous tous ses angles et de voir la ville changer.

Je me rappelle la fin des années 80, quand de nombreux gratte-ciel et centres commerciaux sont venus changer le paysage du centre-ville. Mais je me rappelle également comment, après la récession du début des années 90, on ne comptait plus les commerces vides sur des artères comme Sainte-Catherine et Saint-Laurent.

Puis, à partir du milieu des années 90, Montréal a connu un renouveau. De nouveaux quartiers ont vu le jour, comme la Cité du Multimédia et le Quartier international, tandis que le Plateau et le Mile-End se sont taillés une place parmi les quartiers les plus branchés de la planète. Et ça se poursuit aujourd'hui.

L'établissement du Cirque du Soleil, dans le quartier Saint-Michel est en train d'avoir un effet de revitalisation sur tout ce quartier. Et c'est la même chose aux anciennes Shops Angus. Ce renouveau, il est étroitement associé au développement de Montréal comme une ville de savoir et de créativité.

Au cours des 15 dernières années, on a vu Montréal se tailler une place de choix dans des secteurs comme les biotechnologies et les technologies de l'information. Deux secteurs qui, tout comme l'aéronautique, fournissent de l'emploi à l'ensemble de la région métropolitaine, de Mirabel à Sainte-Julie.

Aujourd'hui, Montréal se classe 3<sup>e</sup> en Amérique du Nord pour le pourcentage d'emplois dans le secteur des hautes technologies. Bravo à Bernard Landry pour ses efforts. En 2003, nous avons créé 30 % des emplois au Canada, l'an dernier ce n'était plus que 16 %.

## **La clé : l'éducation**

Or, ce n'est pas un hasard si Montréal est maintenant résolument tournée vers les secteurs de pointe. C'est d'abord le fruit de la présence de quatre grandes universités sur son territoire. Seule Boston compte plus d'étudiants par 1000 habitants que Montréal.

Montréal est première parmi les villes canadiennes pour le nombre de brevets et les sommes consacrées à la recherche universitaire. Tout ça, c'est payant. C'est la colonne vertébrale qui soutient notre développement. Mais on ne peut se permettre de s'asseoir sur nos lauriers.

Cet automne, la principale de l'Université McGill est venue sonner l'alarme sur cette tribune. Elle a souligné comment la proportion du PIB investie en éducation est à la baisse depuis de nombreuses années au Québec. Elle a parlé du sous-financement de nos universités par rapport à leurs concurrentes canadiennes.

Et elle a rappelé que nos taux de diplomation sont inférieurs à ceux de bien d'autres provinces et États américains. Pour elle, le départ de l'éminent chercheur en génétique, Tom Hudson, pour Toronto l'an dernier était le canari dans la mine. Nous partageons les inquiétudes de Mme Monroe-Blum.

C'est pourquoi nous voulons faire de l'éducation notre priorité. C'est notre priorité pour le Québec et c'est aussi notre priorité pour Montréal. Depuis 30 ans, on a doublé la proportion de bacheliers et de bachelères au Québec – de 15 % à 29 %. C'est un grand progrès, mais on tire encore de l'arrière par rapport à nos concurrents de l'OCDE, dont la moyenne de diplomation atteint 35 %. Il y a donc encore de la place pour l'amélioration.

C'est pourquoi, notamment, on s'engage à réinvestir massivement dans le réseau postsecondaire. On propose d'investir à terme 400 millions \$ d'argent neuf, récurrent, pour financer le réseau postsecondaire. Cet argent, nous l'avons budgété à même les revenus du gouvernement du Québec. Nous n'avons pas attendu après l'argent d'Ottawa, et c'est une bonne chose.

Même si tous les intervenants du monde de l'éducation au Québec avaient chiffré à 1,1 milliard \$ le rétablissement des transferts fédéraux pour le postsecondaire, ce n'est hier que 180 millions \$ qui ont été annoncés par le gouvernement Harper. Et cet argent ne sera versé qu'à partir de 2008-2009. Au Parti Québécois, il n'est toutefois pas question d'attendre après le fédéral pour miser sur l'éducation pour le développement futur de Montréal.

## **Le rôle du gouvernement du Québec**

L'éducation est la clé pour l'avenir de Montréal, mais ce n'est pas suffisant. On doit reconnaître que le développement des secteurs de l'aéronautique, de la biotechnologie et des technologies de l'information s'est fait grâce à un soutien significatif de la part de l'État québécois.

Les succès de la Cité du Multimédia et de la Cité des biotech à Laval sont par exemple le fruit d'incitatifs fiscaux spécifiques accordés par le gouvernement du Parti Québécois. De la même façon, le Quartier international doit une fière chandelle aux investissements effectués par le gouvernement du Parti Québécois dans la modernisation du Palais des Congrès et par la Caisse dans son nouveau siège social.

Le gouvernement du Québec a donc bel et bien un rôle à jouer pour soutenir les projets structurants de la métropole et le développement de secteurs clés. Malheureusement, les libéraux n'ont pas retenu les mêmes leçons de ces succès.

Dès leur arrivée au pouvoir, ils se sont fait une priorité de réduire et d'éliminer un à un les incitatifs fiscaux pour soutenir l'investissement et la recherche et le développement.

- Ils ont réduit les fonds subventionnaires pour la recherche universitaire. Aucun autre gouvernement avant eux n'avait jamais fait ça!
- Ils ont réduit de 25 % les crédits d'impôt pour la R&D avant de se rendre compte de leur erreur et de les rehausser.
- Ils ont aboli les mesures fiscales pour des sites désignés comme celles qui ont donné naissance aux Cité du Multimédia et des biotech.
- Ils ont aussi aboli le congé fiscal pour l'embauche de chercheurs et de travailleurs spécialisés étrangers.

Bien, le marché a répondu comme on pouvait s'y attendre : sans incitatifs, l'investissement a diminué. Depuis deux ans, l'investissement est en baisse au Québec, alors qu'il croit ailleurs au Canada. Et, depuis 2003, le PIB au Québec a crû à une moyenne annuelle de 1,9 %, comparativement à 2,7 % au Canada et 3,2 % aux États-Unis. En d'autres mots, on perd du terrain face à nos voisins.

## **Biotechnologies**

Certains de nos secteurs de pointe ont été particulièrement touchés, dont notamment celui des biotechnologies. Ce n'est d'ailleurs pas moi qui le dit, mais bien le Dr Francisco Bellini, le fondateur de Biochem Pharma et de Neurochem. Une sommité mondiale dans le domaine des biotechnologies, le Dr Bellini a lancé un cri du cœur l'été

dernier : « Le climat n'est plus à l'enthousiasme au Québec. Le Québec était un leader en biotechnologies et en recherche médicale, mais il a perdu son leadership », a-t-il dit.

Et la cause de tout ça? C'est « le désinvestissement du gouvernement Charest dans la recherche universitaire et sa décision de délaissier les sociétés de capital de risque créées par le gouvernement précédent. » Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Dr Bellini.

Il a même ajouté qu'il avait de la difficulté à conserver ses employés et qu'il « commençait à avoir la tentation de quitter le Québec ». Et bien, 4 mois après avoir fait cette déclaration, le docteur Bellini et son fonds d'investissement sont déménagés à Calgary.

Pouvez-vous imaginer le signal de ce que ça envoie quand le père des biotechnologies au Québec quitte la ville, quitte le Québec parce qu'il ne reçoit pas assez de soutien de son gouvernement?

### **Aéronautique**

Il ne faudrait pas que la même chose se produise en aéronautique. Pour être honnête, ça va assez bien dans ce secteur présentement, mais c'est fragile. Assez fragile qu'on ne peut pas se permettre de rester les bras croisés, comme l'a fait Jean Charest, pendant que le gouvernement fédéral octroie des milliards en contrats à Boeing, sans fixer une répartition régionale des retombées économiques.

Dans ce dossier, comme dans bien d'autres, Jean Charest est allé se cacher plutôt que de défendre les intérêts du Québec. Il a préféré protéger sa relation avec les conservateurs, plutôt que de défendre nos intérêts.

La réalité, c'est que si le gouvernement du Québec n'obtient pas des garanties formelles pour la suite des contrats, on risque d'assister à un déplacement vers l'Ouest de toute une masse critique dans l'aéronautique. Et ça, ce serait dramatique pour l'économie du Québec.

### **Technologies de l'information**

S'il y a un secteur où ça va bien actuellement, c'est bien celui du jeu vidéo. Montréal est en train de devenir une véritable plaque tournante mondiale de cette industrie. Ce qui est drôle dans tout cela, par contre, c'est que pendant la campagne de 2003, Jean Charest qualifiait de gaspillage de fonds publics l'aide gouvernementale accordée aux entreprises du secteur de l'informatique.

Or, le mois dernier, ce même Jean Charest posait fièrement devant les caméras pour annoncer une aide de 19 millions \$ à Ubisoft, une entreprise pourtant très profitable qui œuvre dans ce secteur. Se serait-il soudainement converti à notre point de vue?

## **Soutien à l'innovation**

Au Parti Québécois, au contraire, on a toujours su que l'État avait un rôle à jouer dans le développement de nos secteurs de pointe et de notre métropole. Dans une économie basée sur le savoir, comme celle du Québec, la source de la richesse se trouve dans l'éducation, dans la recherche et dans l'innovation.

Je vous ai parlé tout à l'heure de la priorité que nous allons accorder à l'éducation et aux sommes que nous allons y consacrer. Ce sont des sommes importantes et j'entends bien rentabiliser cet investissement. La meilleure façon, c'est de faire en sorte que la recherche qui se fait dans nos universités et nos centres de recherche se transforme en richesse économique. Peu d'entreprises sont toutefois intéressées à investir dans un procédé ou une technologie dont la viabilité n'a été testée qu'en laboratoire. Il faut que le gouvernement assume une partie de ce risque.

C'est pourquoi, notamment, nous nous sommes engagés à investir 150 millions \$ au cours du prochain mandat pour aider nos chercheurs à transformer leurs concepts de laboratoire en applications commercialisables. La majeure partie de cette somme servira à réaliser des projets dans la région métropolitaine. Dans une ville comme Montréal, qui regorge de chercheurs et de centres de recherche, il est essentiel de pouvoir aider les idées (???) de nos chercheurs à passer du laboratoire au marché. C'est ce que nous allons faire.

## **Quatre ans de perdus**

Laissez-moi vous nommer quelques projets structurants pour le développement de Montréal : le Quartier des spectacles, la Gare de triage d'Outremont, la Société du Havre, la réfection de l'avenue Notre-Dame et les deux CHU. Ces projets ont tous une chose en commun : ils étaient dans les cartons quand nous avons quitté le pouvoir en 2003...et ils le sont encore quatre ans plus tard. Rien n'a vraiment bougé.

Montréal, sous les libéraux, c'est quatre ans de surplace et d'immobilisme. Quatre ans de tergiversations et d'hésitations. Trouvez-moi une réalisation significative à leur crédit? Au contraire, ils ont engouffré Montréal et les autres villes d'agglomération dans un débat de structures insensé, celui des défusions. On a perdu quatre ans.

Et, maintenant, Mario Dumont veut nous refaire jouer dans ce même mauvais film en abolissant les conseils d'agglomération. Non, non et non! Pas question de revenir en arrière.

Au Parti Québécois, on veut aller de l'avant. On veut appuyer le développement de Montréal, et c'est ce que prévoit notre Feuille de route.



## **Revitaliser Montréal**

Nous allons investir 160 millions \$ au cours de notre mandat dans le développement et la revitalisation de la métropole. Ce soutien prendra plusieurs formes.

Nous allons tout d'abord appuyer la Ville de Montréal dans la réalisation de sa stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025*. Ce plan audacieux et emballant vise à faire de Montréal une ville de savoir, une métropole culturelle d'avant-garde et un milieu de vie exceptionnel, bénéficiant d'infrastructures performantes. Il comprend notamment des projets tels que la Cité universitaire internationale, la Société du Havre, le Quartier des spectacles et le développement d'une véritable Technopôle de la santé autour du futur CHUM. Nous allons consacrer 75 millions \$ pour aider Montréal à réaliser sa vision.

Nous allons également investir 50 millions \$ pour assurer le renouveau urbain de la métropole. Cet investissement permettra de réaliser des projets d'aménagement urbain ainsi que des équipements sportifs, culturels et communautaires. Ces projets seront élaborés de concert avec les acteurs des arrondissements et pourront permettre de renforcer les axes de développement identifiés dans Montréal 2025.

Nous voulons également accorder une attention particulière aux quartiers sensibles de la métropole. Un gouvernement du Parti Québécois s'engage ainsi à investir 10 millions \$ dans le développement de projets d'intervention sociale, de prévention de la violence et de lutte à l'exclusion. Nous demanderons aux tables de concertation locales de nous présenter des projets.

Par ailleurs, le Parti Québécois a toujours été sensible à la nécessité de rendre disponibles des logements pour les familles les plus démunies. En 2002-2003, notre gouvernement a annoncé la construction de 13 000 logements sociaux avec les programmes *Logements abordables Québec* et *Accès logis*. Le gouvernement Charest, lui, n'en a annoncé que 7000 entre 2004 et 2007. L'augmentation du parc des logements à prix modique demeure une préoccupation pour nous et nous allons nous assurer que ces programmes soient maintenus.

Nous allons également aider davantage de jeunes familles à accéder à la propriété en leur fournissant une mise de fonds de 10 % sur leur première résidence.

Nous souhaitons, par ailleurs, en faire davantage pour favoriser la francisation des nouveaux arrivants, soutenir les organismes de leur communauté et développer des mesures d'employabilité à leur attention. Nous allons consacrer une enveloppe de 25 millions \$ à cette fin.

En tout, c'est donc plus de 160 millions \$ d'argent neuf que nous allons consacrer à des projets de développement économique et social structurants pour Montréal. À cette somme viendront s'ajouter des investissements importants dans l'amélioration du transport en commun dans la région métropolitaine. Nous avons prévu une enveloppe de 700 millions \$ à cette fin pour l'ensemble de la province et je vous assure que les besoins de Montréal recevront une attention prioritaire dans l'attribution de cette somme.

### **Est de Montréal**

Enfin, nous voulons poursuivre et accélérer le développement de l'Est de Montréal. C'est pourquoi nous souhaitons voir le réaménagement de l'avenue Notre-Dame se réaliser dans les meilleurs délais.

La contamination des sols demeure toutefois un frein à la réalisation de nombreux projets d'investissement dans l'Est de la Métropole, c'est pourquoi nous allons relancer le programme Revi-Sols. Notre volonté de réviser et de renforcer les lois sur la qualité de l'air en convoquant des audiences génériques du BAPE à ce sujet est une autre mesure dont devraient bénéficier en priorité les résidents de l'Est de la ville.

### **Pouvoir habilitant**

Je vous ai aujourd'hui offert ma vision du rôle d'appui que le gouvernement du Québec doit jouer dans le développement de la Métropole. Malheureusement, la réalité de nos lois municipales fait en sorte que la relation qui lie Montréal au gouvernement du Québec ressemble actuellement davantage à une tutelle. C'est une réalité que j'ai bien connue en tant que ministre des Affaires municipales et de la Métropole et que j'ai tenté de modifier en signant un Contrat de ville avec la Ville de Montréal en 2002. Malheureusement, cet outil de développement inédit qui visait à confier plus de pouvoirs aux grandes villes n'a jamais été mis en œuvre par les libéraux.

Aujourd'hui, je vous annonce mon intention d'aller encore plus loin et de mettre fin au régime de tutelle en confiant un pouvoir habilitant à la Ville de Montréal. En s'inspirant de ce qui s'est fait à Toronto, nous voulons accorder plus d'autonomie à la Ville de Montréal quant aux services qu'elle pourra offrir et aux moyens qu'elle aura pour financer ses services.

Ce que nous proposons aujourd'hui, c'est rien de moins que l'affranchissement de la Ville de Montréal, en inversant le cadre qui régit son champ d'action et de taxation. Plutôt que de prescrire les services que la Ville peut offrir, les domaines qu'elle peut réglementer et ses champs de taxation, comme c'est le cas actuellement, un gouvernement du Parti Québécois laisserait la Ville de Montréal libre d'intervenir dans tous les champs qu'elle juge d'intérêt public et de financer ses activités comme elle l'entend.

Il est bien sûr entendu que plusieurs types de services et champs de taxation demeureront l'apanage exclusif du gouvernement du Québec. Contrairement à ce que propose l'ADQ, par exemple, il n'est pas question de transférer aux villes les responsabilités des commissions scolaires. Nous croyons que la Ville de Montréal a besoin de cette autonomie accrue afin d'offrir les services et de rencontrer les obligations financières d'une métropole moderne de calibre international. Ce sera à la Ville de Montréal de déterminer comment elle souhaite utiliser ces nouveaux pouvoirs.

Nous voulons ainsi non seulement mettre fin aux manques à gagner annuels de l'administration montréalaise, mais lui fournir les outils nécessaires pour qu'elle puisse assurer elle-même la réalisation du plan de développement ambitieux qu'elle s'est donnée pour l'horizon 2025. Nous allons continuer d'appuyer Montréal dans son développement, mais nous voulons mettre fin à la relation de tutelle et de dépendance à l'égard du gouvernement du Québec qui empêche Montréal de prendre son plein essor. Ce faisant, nous voulons reconnaître le rôle unique de la métropole et de son administration dans la création de richesse et le développement de la qualité de vie de tout le Québec.

### **Conclusion**

Une métropole forte pour un Québec fort, c'est là le sens des engagements que nous prenons pour Montréal. Cela passe par l'éducation et par des investissements ciblés dans des projets structurants, mais surtout par plus d'autonomie et plus de pouvoirs pour Montréal et les autres villes centres.

En d'autres mots, nous ne proposons rien de moins qu'une nouvelle ère dans les relations entre Québec et Montréal.

MERCI!